

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHÉ PUBLIC DE MISE EN ŒUVRE DE LA VIDEOPROTECTION SUR LE TERRITOIRE DE LA CCHVC

Vu les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique,

Le groupement est créé en vue de la passation du marché par chaque membre du groupement, à hauteur de leurs besoins respectifs, en

Entre :

- La Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse représentée par, *Madame A Grignon*, dûment habilitée par délibération n° 2023.12.07 du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2023 et agissant en qualité de coordonnateur du groupement de commandes.
- La commune de *Choisel* représentée par, *Monsieur A Seigneur*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Dampierre* représentée par, *Madame V Palmer*, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune du *Mesnil Saint Denis* représentée par, *Monsieur C Buhot*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Levis Saint Nom* représentée par, *Madame A Grignon*, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Milon la Chapelle* représentée par, *Monsieur P Hamon*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Saint Forget* représentée par, *Monsieur JL Jannin*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Saint Lambert* représentée par, *Monsieur O Bedouelle*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du
- La commune de *Senlis* représentée par, *Monsieur C Benmussa*, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

PRÉAMBULE

Le Code de la commande publique, et plus particulièrement ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7, encadrent les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

La présente convention vise à réaliser des économies d'échelle par une mutualisation des procédures d'achats et de passation des marchés publics.

Huit des communes adhérentes à la CCHVC souhaitent mettre en place dans les années à venir des systèmes de vidéoprotection sur leur territoire respectif.

La mutualisation est un axe prioritaire d'optimisation dans la dépense publique mais aussi un axe prioritaire des actions inhérentes à la cohésion territoriale et au développement

Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE

le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-2178 03972-2024 0312-CM_2024 0229

communautaire tel que porté par la CCHVC. Ainsi, il apparait opportun de passer un marché à l'échelle des communes intéressées pour la réalisation de travaux nécessaires à la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC.

Il est à noter que la CCHVC propose d'apporter à ce groupement de commandes son aide technique et administrative et ce, conformément aux dispositions issues de la loi « Engagement et Proximité » et notamment de l'article L.5211-4-4 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 1 : OBJET

Il est constitué entre les membres approuvant la présente convention un « groupement de commandes » momentané conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique.

Le groupement a pour objet de confier à une entreprise les travaux de mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire des communes membres du présent groupement de commandes.

La procédure choisie est celle d'un marché public en procédure formalisée, sous réserve de la formalisation définitive des besoins des membres du groupement et ce, conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Il s'agit en l'espèce d'un marché de fournitures et services.

ARTICLE 2 – LA PASSATION ET L'EXECUTION DU MARCHE OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

2.1 DÉSIGNATION DE LA CCHVC COMME COORDINATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

En application de l'article L. 5211-4-4 la CCHVC, la CCHVC est désignée comme coordinateur du groupement de commandes. Dans ses missions, la CCHVC agit au nom des membres du groupement et pour leur compte.

Les membres du groupement de commandes confient à la CCHVC les missions de passation, telles que détaillées à l'article 2.2 de la présente convention, ainsi que, si nécessaire, la gestion des avenants. Ainsi, la CCHVC a donc pour le ou les présent(s) marchés résultant de ce groupement de commandes la qualité de coordonnateur du groupement de commandes.

Le siège du coordinateur du groupement de commandes est situé à 9 Grande Rue 78720 Dampierre en Yvelines.

2.2 MISSIONS DU COORDINATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La CCHVC, en sa qualité de coordinateur du groupement de commandes est chargée de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant. À ce titre, la CCHVC doit notamment assurer les missions suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation.
- Assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins.
- Élaborer ou faire réaliser toutes études nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation
- Élaborer le dossier de consultation.
- Rédiger et assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence

- Analyser les offres
- Convoquer, conduire et assurer le secrétariat des réunions d'analyse et d'attribution du marché
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.
- Rédiger le rapport de présentation, signé par le coordonnateur du groupement de commandes.
- Transmettre le marché aux autorités en charge du contrôle de légalité.
- Rédiger et envoyer à la publication l'avis d'attribution.

Nota : La CCHVC reste compétente en cas d'infructuosité, de déclaration sans suite ou d'annulation des marchés, pour mener à bien la suite de la procédure d'attribution conformément aux règles applicables aux marchés publics et notamment pour relancer la procédure de consultation.

-Signer et notifier le marché, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

- Recueillir des membres du groupement les éléments d'information de la bonne exécution du marché et engager, si nécessaire, l'ensemble des procédures utiles et nécessaires pour la passation d'un ou plusieurs avenants et ce, conformément au code de la commande publique.

La CCHVC, est responsable des missions qui lui sont confiées par convention spéciale et qui sont détaillées dans la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Mandat est également donné à la CCHVC pour ester en justice pour le compte des pouvoirs adjudicateurs, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée d'une demande préalable d'accord des parties à la convention.

ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué des communes de Choisel, Dampierre en Yvelines, Le Mesnil Saint Denis, Levis Saint Nom, Milon la Chapelle, Saint Forget, Saint Lambert, Senlis, dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

La CCHVC intervient quant à elle en qualité de coordinateur du groupement de commandes conformément à l'article L. 5211-4-4 du CGCT.

3.1 OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage par ladite convention à :

ARTICLE 3.1.1: DÉFINITION DES BESOINS

- Transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordinateur du groupement de commandes.

Le dossier de consultation sera arrêté d'un commun accord par la CCHVC et les membres du groupement et précisé dans le cahier des clauses particulières.

Informez le coordonnateur de la bonne exécution du marché, afin que le coordinateur engage, si nécessaire, l'ensemble des procédures utiles et nécessaires pour la passation d'un ou plusieurs avenants et ce, conformément au code de la commande publique.

Sous réserve de la finalisation définitive du recueil des besoins, l'estimation du montant total des prestations est supérieure à 221 000 €HT et pourra être modulé en fonction des états des besoins transmis mentionnés ci-dessus, étant entendu que l'évaluation sincère des besoins des membres du groupement est un prérequis indispensable au lancement de la procédure de mise en concurrence.

- Respecter le choix du titulaire du marché correspondant à ses propres besoins tels que déterminés dans son état des besoins, transmis au coordinateur du groupement de commande.

ARTICLE 3.1.2 INSCRIPTION BUDGETAIRE

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération et du marché qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement.

ARTICLE 3.1.3 : SIGNATURE, NOTIFICATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS

Le marché est signé et notifié par la CCHVC.

Chaque membre s'engage à assurer la commande, assurer et suivre l'exécution du marché correspondant à ses besoins et procéder aux paiements des prestations le concernant qui seront réalisées par le(s) titulaire(s) du marché. Chaque membre s'engage à informer la CCHVC de la bonne exécution du marché.

Rémunération du titulaire du marché :

Conformément aux dispositions de la présente convention, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de la bonne exécution financière du marché correspondant à ses besoins.

ARTICLE 3.1.4 : LITIGES

- Informer le coordinateur du groupement de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché le concernant.

ARTICLE 4 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La commission d'appel d'offres du groupement est composée d'un représentant de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement élu parmi ses membres ayant voix délibérative. La présidence de la commission d'appel d'offres est assurée par le représentant du coordinateur du groupement de commandes soit de la CCHVC.

Y sont également invités le représentant de la Direction Générale de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, ainsi que le Comptable du coordonnateur du groupement.

La Commission d'appel d'offres du groupement choisit le cocontractant dans les conditions fixées par le code de la commande publique ou émet un avis si les collectivités territoriales ou les établissements publics locaux autres que de santé ne sont pas majoritaires.

En outre, elle émet un avis sur les avenants supérieurs à 5% du marché. MAPA choisit le cocontractant dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

ARTICLE 5 : DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est conclu à compter de la notification du présent acte jusqu'à la notification du marché (ou des derniers marchés).

Durée prévue du marché : pour une durée totale de 4 ans (1 an renouvelable 3 fois). Les bons de commande pourront être établis jusqu'au dernier jour du marché.

ARTICLE 6 : ADHÉSION

Chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de l'assemblée délibérante approuvant l'acte constitutif ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordinateur du groupement de commandes.

ARTICLE 7 : RETRAIT

Le présent groupement de commandes objet de la convention étant un groupement momentané :

En adhérant à la présente convention, chacun des membres s'engage à rester lié au groupement jusqu'à la notification, visée dans la présente convention souscrite dans le cadre du groupement.

Pour les groupements de commandes constitués pour la passation d'un marché précis, la régularité de la procédure envisagée par le groupement de commandes exige que chaque pouvoir adjudicateur membre du groupement ait exprimé son besoin préalablement au lancement de la procédure de passation. C'est en effet en fonction de l'offre « globalisée » présentée par le groupement de commandes que les candidats vont formuler leur offre. Dans cette hypothèse, il n'est pas donc possible de modifier la composition du groupement après le lancement de la procédure de passation.

La présente convention peut faire l'objet d'un avenant jusqu'au lancement de la publication du marché, au supplément dans les conditions fixées à l'article 9 de la présente convention. Dans ce cas, la collectivité acte cette modification par une délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée, dont une copie est notifiée sans délai au coordonnateur.

ARTICLE 8 : PARTICIPATION

Aucune participation des membres du groupement aux frais de gestion de ce dernier n'est demandée.

Les frais liés à l'avis de marché seront répartis à parts égales entre les membres du groupement de commandes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE L'ACTE CONSTITUTIF

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement ou toute décision de l'instance autorisée, sont notifiées au coordinateur du groupement. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

ARTICLE 10 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à une mission de conciliation du Tribunal administratif de *Versailles* dans le cadre des dispositions de l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Il est rappelé que suivant l'article L.2113-7 du code de la commande publique, les acheteurs membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des opérations de passation et d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte.

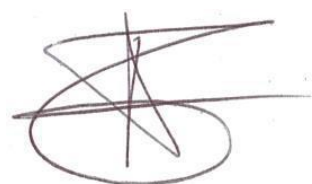
Fait en 1 exemplaire,

A Dampierre en Yvelines, le 19 décembre 2023

Les membres du groupement de commandes,

Pour la commune de Choisel représentée par, <i>Monsieur A Seigneur</i> ,	Pour la commune de Dampierre en Yvelines représentée par, <i>Madame V Palmer</i> ,
Pour la commune du Mesnil Saint Denis représentée par, <i>Monsieur C Buhot</i> ,	Pour la commune de Levis Saint Nom représentée par, <i>Madame A Grignon</i> ,
Pour la commune de Milon la Chapelle représentée par, <i>Monsieur P Hamon</i> ,	Pour la commune de Saint Forget représentée par, <i>Monsieur JL Jannin</i> ,
Pour la commune de Saint Lambert des Bois représentée par, <i>Monsieur O Bedouelle</i> ,	Pour la commune de Senlisse représentée par, <i>Monsieur C Benmussa</i> ,

Pour la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse, agissant en qualité de coordinateur du groupement et représentée par Madame **A. GRIGNON**,



Mis en ligne le 12/03/2024 à 18h23

REÇU EN PREFECTURE
le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-2178 03972-2024 0312-CM_2024 0229